

# Le PIB devrait augmenter de 2,5% en 2014 et de 3,7% en 2015

■ La croissance non agricole s'établirait à 3,4% en 2014 au lieu de 2,2% en 2013.

■ La valeur ajoutée du secteur primaire serait en baisse de 2,3% après une hausse de 18,7% un an auparavant.

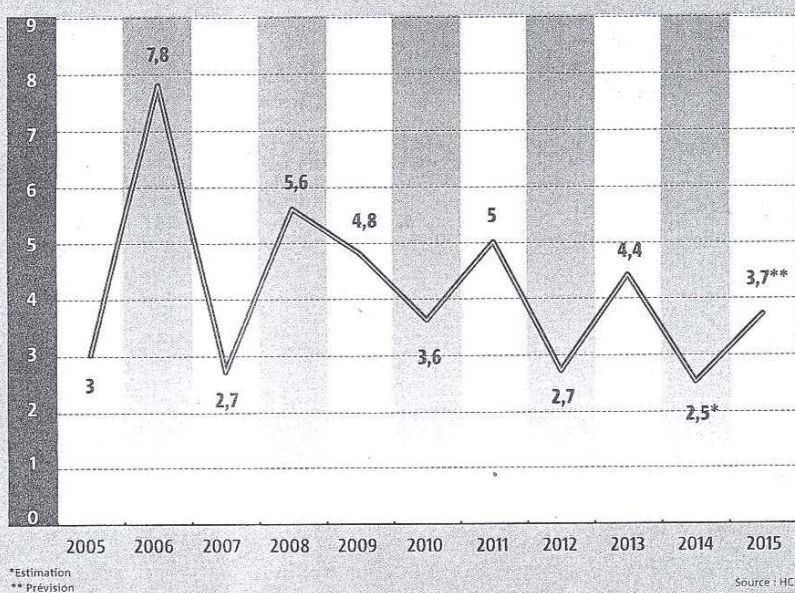
■ L'inflation se maintiendrait à 1,1% et le déficit budgétaire baisserait à 5,2%.

Le Haut commissariat au plan (HCP) maintient quasiment inchangée la prévision de croissance pour 2014 qu'il avait annoncée tout à fait en début d'année. Dans son budget économique exploratoire pour 2015, où il dresse les perspectives pour le prochain exercice et réactualise les prévisions pour cette année, le HCP estime en effet que la croissance économique en 2014 devrait se situer à 2,5%, contre 4,4% en 2013. Pour 2015, il prévoit que le PIB progresserait de 3,7%.

Pourquoi la croissance en 2014 devrait ralentir si fortement ? Parce que, nous dit le HCP, la valeur ajoutée du secteur primaire, après une hausse de 18,7% en 2013, devrait baisser de 2,3% cette année, en liaison principalement avec une production céréalière estimée à 67 millions de quintaux au lieu de 97 millions durant la campagne 2012/2013. Manifestement,

## Timide reprise prévue en 2015

Evolution de la croissance (En%)



la croissance économique au Maroc est encore dépendante du secteur agricole, contrairement à ce que certains ont cru pouvoir annoncer il y a déjà plusieurs années.

D'autre part, le faible niveau de croissance estimé pour cette année est également lié à une reprise encore insuffisante des activités hors agriculture. Certes, le PIB non agricole devrait augmenter de 3,4% au lieu de 2,2% en 2013, porté par une hausse des valeurs ajoutées des secteurs secondaire (+2,3% contre +0,3% en 2013) et tertiaire (+3,6% au lieu de +2,7% un an auparavant). Mais cette augmentation est encore timorée, en tout cas loin d'atteindre, encore moins de dépasser le palier des 5%, comme ce fut le cas, apparemment de façon exceptionnelle, en 2005, 2006 et 2007. Bien sûr, la crise internationale apparue en 2008 a eu un impact sur

l'économie marocaine, en termes de demande adressée à celle-ci, mais comme le souligne le HCP, pour exploiter le potentiel de croissance, il faudrait, indépendamment des effets de la crise, opérer des réformes de structure, institutionnelles, économiques, financières et sociales.

Ceci pour la production (de biens et services). Côté demande, le HCP estime qu'elle continuera de soutenir la croissance, comme depuis longtemps, mais principalement, voire exclusivement certaines années, comme en 2014, via sa composante intérieure.

### La demande intérieure en légère baisse

Globalement, la demande intérieure devrait accusé un léger ralentissement cette année en augmentant de 3,6% au lieu de 4,8% en 2013. Par conséquent, sa contribution à

la croissance du PIB devrait s'établir à 4,1 points au lieu de 5,5 points en 2013. Dans cette demande intérieure, la consommation des ménages réaliserait une croissance de 2,7% contre 3,7% en 2013 et celle des administrations publiques de 4,6% au lieu de 3,7% en 2013. Dans la mesure où le poids de la consommation des ménages (522 milliards en DH courants en 2013) est le plus important parmi toutes les variables de la demande, son ralentissement devrait impacter la consommation finale nationale dont la hausse, selon le HCP, serait de 3,2% en 2014 contre 3,7% un an auparavant.

L'investissement, au sens de la formation brute du capital fixe (FBCF), autre composante de la demande, réaliserait en revanche une augmentation relativement importante, passant de 0,2% en 2013 à 1,9% en 2014.

Cette reprise découlerait de la hausse des investissements publics programmés, mais aussi, estime le HCP, « de la légère amélioration espérée des crédits à l'économie ».

Mais, globalement, comme on l'a dit, la demande intérieure (consommation et investissement) serait en ralentissement, ce qui se traduirait par une détente sur les prix intérieurs, comme le laisse prévoir d'ores et déjà l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur les cinq premiers mois de l'année (+0,4% en glissement annuel). Pour l'ensemble de l'exercice 2014, estime le HCP, l'inflation, mesurée par le prix implicite du PIB, et non plus seulement par l'indice des prix à la consommation, devrait s'établir à 1,1%, comme en 2013.

Dernière composante de la demande, les échanges extérieurs nets : ceux-ci contribueraient négativement à la croissance (-1,6%), en raison du fait que les importations, en termes réels, explique le HCP, augmenteraient plus rapidement (+6,6%) que les exportations (+4,4%). Cette hausse des importations étant liée, entre autres, à l'accroissement des importations de produits alimentaires, conséquence du recul de la production céréalière en particulier.

### L'épargne devrait augmenter en 2015

Pour 2015, les explorations du HCP laissent entrevoir une hausse du PIB de 3,7%. Cette croissance serait le résultat d'une augmentation des valeurs ajoutées des secteurs primaire de 2,4%, secondaire de 2,6% et tertiaire de 4,3%. Ces évolutions sont toutefois tributaires de la réalisation des hypothèses sur lesquelles le HCP a fondé ses prévisions : une campagne agricole moyenne, une reconduction de la politique



budgétaire mise en place en 2014, une hausse de 4,6% de la demande mondiale adressée au Maroc et la poursuite de la baisse des prix à l'importation.

Cette croissance prévue en 2015 devrait être tirée, sans surprise, par la demande intérieure qui progresserait de 4,3% au lieu de 3,6% en 2014. Sa contribution à la croissance serait de 4,9 points au lieu de 4,1 points en 2014. Sa composante «*consommation des ménages*» s'accroîtrait de 2,9%, et celle des administrations publiques de 4,6%. La FBCF, pour sa part, poursuivrait son amélioration, enregistrant une augmentation de 2,4% et une contribution à la croissance de 0,7 point. Par contre, les échanges extérieurs, en raison d'une hausse des importations plus grande (+6%) que les exportations (+4,8%), en termes réels, contribueraient négativement à la croissance (-1,2%).

L'épargne, aussi bien inté-

## Allègement du besoin de financement mais hausse du taux d'endettement

Même si l'épargne nationale devrait baisser de pratiquement 1 point en s'établissant à 25,7% du PIB contre 26,6% en 2013, et ceci en raison notamment d'une croissance de la consommation nationale aux prix courants plus forte (4,9%) que la hausse du PIB courant (3,6%), le besoin de financement de l'économie devrait quand même revenir à 7,1% du PIB au lieu de 7,6% en 2013. La raison en est que le taux d'investissement, qui était de 34,2% du PIB en 2013, retomberait à 32,8% du PIB. D'où le solde du compte épargne/investissement qui ressortirait à 7,1% du PIB.

Par contre, le niveau d'endettement du

Trésor devrait, lui, augmenter pour se situer à 66,4% du PIB contre 63,5% en 2013. Cette hausse du taux d'endettement du Trésor, le HCP l'attribue à l'importance du déficit budgétaire qui, malgré la réduction des dépenses de compensation, entre autres, devrait s'établir à 5,2% du PIB contre une prévision gouvernementale de 4,9%. Ce déficit, bien entendu, devant être financé par la dette. Pour 2015, le HCP prévoit que le besoin de financement accuserait une hausse à 7,4% du PIB, que la dette du Trésor grimperait à 67,6% du PIB et que l'endettement public ressortirait à 81,4% du PIB contre 79,7% en 2014 ■

rieure que nationale, devrait, elle, augmenter en 2015 pour s'établir respectivement à 20,5% et 26,1% du PIB. Ceci grâce, entre autres, à une hausse du PIB nominal plus importante (+5,5%) que la consommation finale à prix courant (+4,8%). Mal-

gré tout, le besoin de financement devrait s'inscrire légèrement à la hausse pour s'établir à 7,4% du PIB, après 7,1% en 2014 (voir encadré). Ce revirement à la hausse du besoin de financement est expliqué par le fait que le taux d'investissement devrait

augmenter légèrement pour représenter 33,5% du PIB au lieu de 32,8% en 2014. Pour le HCP, ce besoin de financement que constitue l'écart entre l'épargne et l'investissement et qui traduit par ailleurs le déficit du compte des transactions courantes,

devrait être financé à hauteur de 57,3% par le recours à l'emprunt sur le marché international. Ce pronostic est fondé sur la considération que les pouvoirs publics devraient maintenir un stock de devises couvrant 4 mois et 15 jours d'importations de biens et services, sous l'hypothèse où les investissements directs étrangers, en termes nets, progresseraient de 10%.

En gros, la configuration générale de l'économie, au-delà des évolutions conjoncturelles, reste la même, les déterminants de la croissance aussi, ses fragilités itou. En d'autres mots, c'est le même schéma qui se reproduit, ponctué par les variations du rendement du secteur primaire. Ce qui était attendu, c'est-à-dire l'avènement d'un secteur exportateur compétitif à même de générer des revenus suffisamment élevés pour financer la demande intérieure, tarde à se concrétiser ■

S.A.